

Les Amis du Musée de la Résistance du Département de la Haute-Vienne

Bulletin n° 14 - 2^e trimestre 1991

Président d'honneur : Colonel Guingouin, compagnon de la Libération, libérateur de Limoges.

Président : Jacques Valéry, 41, avenue du Roussillon, 87000 Limoges - Tél. 55.79.34.35.

Vice-présidents : Mme Bertrand, Chanoine Varnoux, G. Fréseau, L. Lebloys, J.-P. Morlon, G. Trayaud, G. Cuisinier, J.-M. Villeléger.

Secrétariat : L. Sage, Nicole Aymard, J. Villegoueix, A. Couvidou, Y. Defaye.

Trésorier : Roland Mériglier, 15, rue des Félines, 87100 Limoges.

Ordre : Association des Amis du Musée de la Résistance - CCP 387-22 R Limoges

ISSN - 1141 - 6408

LA RESISTANCE, L'EMPRISONNEMENT ET LA DEPORTATION DES FEMMES DE CHEZ NOUS

Pour la première fois dans l'histoire de notre pays, les femmes ont participé massivement dans leur diversité à un mouvement d'ampleur nationale.

1940 : 1 800 000 prisonniers de guerre, les forces vives de la nation derrière les barbelés. Les femmes ont été contraintes à prendre des responsabilités nouvelles, familiales et professionnelles, dont une part active à la vie économique du pays. Si les motivations qui ont poussé les femmes à la Résistance ont pu être diverses au départ, elles ont abouti au même but : aider à chasser l'occupant, à libérer notre pays.

Les femmes ont pris part à toute l'action de la Résistance. Sans leur participation, rien n'aurait pu se réaliser. Ce sont surtout des femmes qui tapaient, ronéotaient et distribuaient pour une bonne part les tracts et les journaux clandestins. On les remarquait moins dans une "queue pour le ravitaillement" ou sur le "marché". Les femmes étaient les agents de liaison qui passaient le plus inaperçus. Convoyeuses de filières d'évasion pour les prisonniers de guerre ou pour le passage de la ligne de démarcation, elles ont accueilli des réunions de résistants, hébergé des clandestins.

Elles étaient particulièrement actives dans les services sociaux de la Résistance, essayant d'aider les familles de résistants arrêtés, notamment des enfants juifs.

Sans les paysannes, le ravitaillement et l'habillement des clandestins et des maquis auraient été impossibles.

Ici, se place une grande figure entre autres. Un exemple : Anna Pouzache, revenue dans son pays natal, région nord de la Corrèze. Tout naturellement, elle est contactée par la Résistance dès 1940, distribution de tracts et liaison avec les illégaux. Une première fois arrêtée par la police de Vichy (brigades spéciales), elle est incarcérée avec sa sœur et son frère à la prison de Périgueux.

Après deux ans de détention, elle est libérée. Aussitôt, elle rejoint le maquis de Guingouin, maquis déjà bien structuré en 1943, où tout naturellement elle trouve sa place.

Laissons-la parler :

« Mon rôle consistait surtout à assurer des liaisons avec les responsables de FN et FTP à Limoges, contact avec Jenny Hélias, la mère Milou et Yvonne Denis. Ce fut une période très éprouvante, il fallait assurer les liaisons dans des conditions très dangereuses : raids allemands, GMR, milice ; je fus aidée par Hilde Weil, dont la connaissance de la langue allemande fut d'un grand secours. Malgré les barrages, je devais assurer le contact journalier (j'étais contrôlée 5 fois d'Eymoutiers à Vassivière). »

Ce qu'Anna ne dit pas, c'est qu'elle faisait des kilomètres et des kilomètres à vélo, avec un courage incroyable.

« L'investissement de Limoges fut exceptionnellement dangereux car

je devais passer les barrages de GMR et Allemands pratiquement tous les jours, du 20 juillet à la prise de Limoges, le 21 août 1944. »

En 1942, les manifestations de femmes se multiplient dans le pays sous la houlette de Danièle Casanova pour le ravitaillement et tickets supplémentaires pour les enfants et surtout contre la réquisition et l'envoi des travailleurs en Allemagne. Il faut aider les jeunes à ne pas partir, les cacher, les nourrir, leur procurer de faux papiers, des fausses cartes de travail, des tickets d'alimentation. Des comités d'aide aux réfractaires et familles se créent, dans lesquels les femmes ont tout naturellement une place essentielle.

Dans ces comités, je retrouve de grandes figures.

Marguerite Montre et sa sœur originaires de notre région, mais arrêtées en région parisienne. Toutes les deux envoyées à Ravensbrück, Marguerite revient, sa sœur y meurt. Mais très atteinte, elle meurt d'une douloureuse maladie à 45 ans.

Dans ces comités de femmes, on retrouve beaucoup de femmes de cheminots.

Je cite quelques noms : notre camarade Jolivet, Marie-Louise Lagrange, Bonin Hélène, Bonnet Marie-Louise.

Ma camarade Jolivet raconte :

« Une de nos actions : au camp de Saint-Germain-les-Belles, étaient incarcérées des femmes. Nous devions en faire évader 2, ce fut 5 qui passèrent sous les barbelés dont la femme d'un jeune avocat de Limoges, Lauvigny, une infirmière, la secrétaire de Gabriel Péri, etc.

A 2 heures du matin, elles arrivent au champ de Juillet. Il faut les héberger. Par petits groupes, on part à la cité des Coutures et tout naturellement, je les conduis chez une autre grande figure de la Résistance, Jeanne Nicot... »

Dans les entreprises où la main-d'œuvre féminine est nombreuse, les femmes participent à l'action des travailleurs. Elles participent au sabotage des fabrications destinées à l'occupant, à la SAGEM à Montluçon, chez Michelin à Clermont-Ferrand, chez Philips à Brive, à Gnome et Rhône à Limoges, pour ne citer que quelques exemples.

Jeanne Nicot faisait partie de ce noyau de femmes qui, dès 1941, s'était dressé contre l'occupant. Arrêtée une première fois en juin 1941, elle est relâchée, mais elle continue inlassablement son activité alors qu'elle travaille à l'usine Deris comme métallurgiste.

Recherchée par la police de Vichy et la Gestapo, elle est à nouveau arrêtée le 22 mars 1944 puis envoyée à Ravensbrück. Elle rentre en France à la Libération très éprouvée. C'est à l'Arsehal qu'elle reprend ses activités et, en juillet 1962, elle est licenciée pour ses activités syndicales à la CGT.

Mais revenons à Marie-Louise Lagrange. Née à Limoges le 17 août 1896, elle habite Limoges où, dès le mois d'avril 1941, elle appartient au Front national. Sa tâche était de garder chez elle les militants clandestins, ainsi que le matériel de propagande (édition) de l'organisation. Arrêtée en juin 1941, elle passe 4 mois en prison. Relâchée, elle reprend ses activités au Front national et en mars 1943, elle rentre dans les Francs-Tireurs et Partisans français où elle sert d'agent de liaison jusqu'à la Libération de Limoges (citation de Georges Guingouin).

Et puis, parlons de Maria Roche, née à Limoges le 19 avril 1895, elle fait partie des organisations clandestines FTPF dès 1940. Elle était chargée de centraliser l'argent, les vivres et les vêtements qui étaient destinés aux patriotes emprisonnés ou internés. Elle assura l'hébergement de nombreux patriotes et les liaisons entre les militants responsables d'organisation de la Résistance. Elle est arrêtée en juin 1941, malgré les interrogatoires poussés, elle ne parle pas, emprisonnée jusqu'en 1944 où elle est déportée à Ravensbrück.

Citation : Des femmes comme Maria Roche honorent les organisations auxquelles elles appartiennent. C'est un exemple pour tous ceux qui refusèrent de courber le front devant Vichy et devant les nazis.

Le 6 février 1943 à Montluçon, les femmes envahissent la voie pour empêcher le train de partir, qui amène les jeunes en Allemagne. Elles collectent argent, vivres, médicaments, trouvent des infirmières, apportent des aides aux familles de ceux qui combattent dans l'ombre.

« Il m'est très difficile de parler de moi, Thérèse Menot ; j'avais 17 ans en 1940. D'abord aux assurances sociales où je rentrais travailler à ma sortie de collège technique, je m'occupai de 2 familles juives. Fille de cheminot résistant, je fus contactée pour rentrer travailler chez Gnome et Rhône.

Je rentrais donc dans cette grande entreprise (3 000 ouvriers) où, tout de suite, je travaillai avec Pierre Planteligne, puis avec un camarade responsable venant de Paris, René Laffont. Un réseau important se formait : fausses cartes de travail, fausses cartes d'identité pour les jeunes qui ne voulaient pas partir en Allemagne. Préparation des tracts appelant les ouvriers à saboter les moteurs d'avions qui partaient pour l'Allemagne (les femmes étaient nombreuses dans cette entreprise et elles participaient au même titre que les hommes). Diffusion des journaux clandestins, réparation des armes, fabrication des postes émetteurs, etc.

Nous fûmes dénoncés par une jeune Alsacienne qui travaillait au bureau des Allemands ; furent arrêtés : Pradeau, Pierre Planteligne, Chassaing (dit Castor), Karaquillo Henri, Thérèse Menot. Tous déportés en Allemagne. »

Ce ne sont là que quelques exemples, mais combien d'autres ; des institutrices, des postières comme Bella Giacomo (déportée à Ravensbrück), des commerçants comme Mme Lafontan, de Saint-Junien, morte au camp, Bescos Thérèse qui tenait un café et servait de boîte aux lettres (déportée). Simone Masdoumier (déportée), Jeanne Vallot (déportée).

De nombreux journaux clandestins s'adressant spécifiquement aux femmes ont contribué à leur participation à un titre ou à un autre à ce grand mouvement qui aboutit à la libération de notre pays. Sans doute, sans celles qui apportèrent leur aide (ne serait-ce qu'une fois), jamais la Résistance n'aurait pu atteindre l'ampleur qu'elle a fini par avoir.

Mais les autorités allemandes et les miliciens connaissaient la valeur de ces soi-disant petites tâches, puisqu'ils ont fusillé ou envoyé mourir en déportation tant de celles qui les accomplissaient. En 1945, le général de Gaulle leur donnait enfin le droit de vote.

« Je suis persuadée que grâce à cette lutte qu'elles ont menée avec un courage exemplaire et un sens des responsabilités extraordinaire, les femmes dans les entreprises et partout dans le monde du travail ont gagné leur place aujourd'hui et l'égalité des sexes n'est pas un vain mot. Aujourd'hui, elles auront à lutter, car ce sont elles encore qui sont le plus touchées par le chômage. Mais je suis sûre qu'elles sauront, comme leurs aînées, se battre jusqu'au bout. » Cet éditorial n'est qu'un résumé et quelques exemples. Pour traiter le triptyque de ce dossier, malgré la modestie des femmes de chez nous, il faudrait plusieurs volumes. Nous avons accompli nos missions, tout naturellement, sans nous prendre pour des héros...

Thérèse Menot,
présidente de la FNDIRP Haute-Vienne.

NDLR

Thérèse Menot n'avait pas 20 ans lorsqu'elle s'est engagée dans le mouvement "Combat". Elle a été arrêtée par la Gestapo sur dénonciation, le 3 janvier 1944. Déportée à Ravensbrück, elle sera rapatriée le 3 mai 1945.

Thérèse Menot est titulaire, à titre militaire, de la Légion d'honneur, de la croix de guerre, de la médaille militaire, de la médaille de la Résistance, de la médaille de la Déportation. Ce 21 avril 1991, à Couzeix, lors de l'assemblée générale de la FNDIRP, Jeanne Vallot, sa camarade de déportation, lui remettra la rosette d'officier dans l'ordre de la Légion d'honneur. Ses amis du Musée de la Résistance, dont elle est membre de l'association depuis la création, lui adressent leurs chaleureuses félicitations.

Juste reconnaissance de la nation pour Thérèse Menot que l'on croit infatigable, car ne sachant refuser aucun service, on lui en demande toujours plus alors que sa santé s'altère.

Vingt-deux établissements scolaires visités, vingt-deux conférences assurées avec son ami Kokhanoff, cinquante-huit demandes honorées pour le concours de la Résistance 1991, après cette énumération, qui ose s'étonner du record de participation des élèves à ce concours ?

Jusqu'à son dernier souffle, Thérèse mènera le combat afin de maintenir le souvenir de toutes celles qu'elle a vu mourir. Mourir de faim, mourir au travail inhumain, mourir fusillées, pendues, déshabillées, mourir dans des conditions atroces des suites d'expériences dites médicales, mourir dans les chambres à gaz et partir en fumée et dans les fosses communes...

Nous réservons pour un autre bulletin "Ravensbrück - Camp de concentration pour femmes".

L'HISTOIRE PAR CEUX QUI L'ONT FAITE

Récit du lieutenant Meyer, dit Jean l'Alsacien, à propos de la libération d'Angoulême.

Après la libération de Limoges, le 21 août 1944, l'état-major départemental des Forces françaises de l'intérieur de la 4^e brigade, sous les ordres du colonel Guingouin, s'était installé à l'hôtel Haviland, à Limoges, ancien siège de la milice. Faisant partie de la garde personnelle du colonel, je m'y trouvais aussi.

Les unités du commandant Bernard, du sous-secteur C de la Haute-Vienne, après s'être victorieusement opposées à une sortie de la garnison allemande du général Gleiniger le 17 août, à Aixe-sur-Vienne, et avoir participé à la libération de Limoges, au lieu de rester comme d'autres unités dans les casernes, avaient reçu l'ordre de partir pour libérer Angoulême.

Aux abords de cette ville se trouvaient les unités de l'AS "Bir Hakeim" sous les ordres de Chabannes, dont le PC était à Ambernac, et les FTP de "Soleil" de Dordogne-Nord.

Une liaison de Bernard était arrivée au matin du 31 août. G. Guingouin, s'approchant de notre groupe formé de Charles Grelon, dit le "Parisien", Marcel Parthonnaud, dit "Roméo", Raymond Nard et moi-même, dit "Jean l'Alsacien", nous dit : « D'après Bernard, l'Allemand semble encore coriace. Il faut que j'aille me rendre compte sur place. »

Il se dirigeait vers sa "traction" habituelle de commandement, dans la cour de l'hôtel Haviland, quand, se ravisant, il nous dit :